



Directeur de la publication & de la rédaction : Alain Avello | Réalisation : Arnaud de Rigné

Editorial

Mobilisation contre la réforme Valls-Vallaud-Belkacem !

La réforme du collège Valls-Vallaud-Belkacem constitue un coup porté au premier cycle de l'enseignement secondaire, dont la gravité n'a d'égale que celle du « collège unique », instauré il y a désormais quarante ans. Elle en perpétue en effet l'esprit scélérat en éradiquant les derniers vestiges de l'élitisme républicain, où réside pourtant l'égalité bien comprise : mise à mort des langues anciennes, des sections bilingues, affectant particulièrement l'allemand, amputation sans précédent des horaires alloués aux enseignements fondamentaux..., le tout au profit d'une « interdisciplinarité » cédant aux lubies du temps pour mieux renoncer à instruire.

Cette réforme abdique toute ambition pour les enfants de France : elle prépare un collège de la « médiocrité pour tous », s'employant à priver les collégiens de tout référent leur permettant de se reconnaître dans l'héritage culturel qu'ils doivent pourtant partager et de se projeter vers un destin commun : en l'espèce, les programmes d'histoire révèlent que le collège version Valls-Vallaud-Belkacem a bel et bien renoncé à remplir sa fonction assimilatrice.

Face à la catastrophe que cette réforme annonce, face à la brutalité autoritariste dont le gouvernement a fait montre en publiant le décret d'application dans la nuit du 20 au 21 mai, au lendemain d'une journée révélant pourtant le large consensus des enseignants, de leurs syndicats, des associations professionnelles et de parents d'élèves contre cette réforme, le Collectif Racine, le rassemblement des enseignants patriotes, est résolu à peser de tout son poids pour qu'elle reste lettre morte, comme, en novembre 2013, il avait contribué, et avec succès, à contrer celle des classes préparatoires.

Ainsi cette nouvelle livraison de « La Lettre » est-elle intégralement consacrée à la catastrophique réforme Valls-Vallaud-Belkacem : elle l'analyse amplement du point de vue des contours du « nouveau collège » que, pour le pire, elle prétend tracer, comme de celui de l'idéologie délétère qui l'inspire, et elle en développe une critique sans appel. Cette « Lettre » s'inscrit dans le cadre du dispositif que notre mouvement a déjà entrepris de mettre en œuvre, par le biais des nombreux communiqués qu'il a publiés, ou encore de la grande pétition nationale qu'il a lancée, dispositif devant parvenir à sa pleine efficacité dès les premiers jours de la rentrée de septembre, et jusqu'au retrait de la réforme !

Alain Avello
Secrétaire général



Le « collège de demain », ou la sénilité du pédagogisme

Le lancement de la réforme du collège a suscité des réactions vigoureuses et légitimes, largement au-delà du camp « patriote ». Des intellectuels et politiques de tout bord se sont élevés contre ses composantes les plus symptomatiques, comme les menaces qui pèsent sur les langues anciennes, l'allemand ou les sections européennes.

Il y a pourtant quelque chose de cocasse à voir ceux-là mêmes qui soutiennent l'esprit de cette réforme en déplorer l'application logique et cohérente. Car logique et cohérente, cette réforme l'est assurément : loin d'être une révolution, elle n'est qu'un approfondissement de la logique pédagogue à l'œuvre depuis maintenant des décennies.

« Dieu se rit des créatures qui déplorent les effets dont elles chérissent les causes » (Bossuet).

L'exacerbation du pédagogisme se lit tout d'abord dans le vocabulaire mobilisé dans les communications officielles présentant le « nouveau » collège : on y retrouve un à un les lieux communs, poncifs et clichés qui, jamais étayés ou clairement explicités, alimentent l'esprit ambiant. Par exemple, le vocabulaire associé au collège actuel (qui est pourtant largement modelé par les conceptions dites « nouvelles ») relève d'un véritable roman noir du collège à papa : Mme Vallaud-Belkacem ne fait pas dans la demi-mesure, qualifiant celui-ci de « monolithique », « inégalitaire », « ennuyeux », « inadapté », « démotivant » et « anxiogène ». Quant au « nouveau collège », il permettra l'« épanouissement » des élèves, dans un cadre « coopératif » de « confiance » respectant la « diversité » des besoins. Un coach en développement personnel n'aurait pas dit mieux.

Cette logorrhée lénifiante et anachronique prêterait à sourire si elle ne témoignait pas de contradictions profondes aux conséquences funestes.

Cédric Lesieur – suite : page 2

o UMPS - RPS

Réforme des collèges :
fausse opposition UMP,
vraie collusion UMPS !

Page 3

o COLLEGES

Signez la pétition contre
la réforme des collèges !

Page 4

o ACTUALITE

Le Collectif Racine
s'implante aux quatre
coins de la France !

Page 7

Réforme des collèges :
la catastrophe qui vient

Page 2

Questions de Marion Maréchal-Le Pen
à la ministre Najat-Vallaud Belkacem

Page 6

Le « collège de demain », ou la sénilité du pédagogisme (suite) Réforme du collège : la catastrophe qui vient



S’il est en effet difficile de contester que le collège soit aujourd’hui inefficace et inadapté. Mais le sombre portrait dressé par Mme Vallaud-Belkacem n’est-il pas celui du collège unique que ne renie aucun des pédagogistes ? Un collège qui ne distingue pas les élèves jusqu’à quinze ans est effectivement « monolithique » et « inadapté » à la diversité des situations ; il s’avère ainsi « ennuyeux » et « démotivant » pour les plus doués, et « anxyogène » pour ceux qui, de bonne

volonté, rencontrent plus de difficultés. Au final, ce collège est donc « inégalitaire », car seuls y surnagent ceux qui disposent au préalable d’un « capital culturel » suffisant au sein du cadre familial.

Or, loin de rattacher les difficultés réelles à leur genèse, la ministre répond par la stratégie pavlovienne des progressistes : la fuite en avant. Si échec il y a, en somme, c’est parce qu’on n’est pas allé assez loin. Tout résidu de tradition doit être méthodiquement éradiqué pour que puisse émerger le « collège de demain ». Ce plan se décline en trois axes majeurs :

1/ Il faut détruire les derniers bastions dans lesquels se loge l’excellence. Les classes européennes, germanistes ou latinistes sont la butte-témoin de la méritocratie républicaine, élitaire et exigeante ; en cela, elles sont stigmatisantes et leur élimination s’impose. Leur plus grand tort était de fonctionner et d’illustrer en cela la faillite du collège unique et « monolithique » qui refuse de sélectionner.

2/ Au-delà de ces bastions localisés et délimités, c’est toute une conception de la culture à qui il faut porter le coup de grâce. Le triomphe du tout culturel est ainsi la véritable matrice du nouveau collège, d’essence relativiste et individualiste. Un monde sans transcendance ni verticalité ne peut s’accommoder d’une culture classique supposant une initiation, ni accorder une valeur en soi au savoir.

3/ C’est à ce titre que sont censées les valeurs d’autonomie radicale, de soi-disant créativité spontanée de l’apprenant. L’interdisciplinarité est censée favoriser l’épanouissement individuel, au-delà du « cloisonnement » disciplinaire dont on a décrété sans ménagement qu’il était rétrograde, artificiel et dépassé. Cette attaque contre la structuration en disciplines ne peut se comprendre que dans la mesure où celles-ci se définissent par rapport à un contenu, alors qu’une approche interdisciplinaire est censée reposer sur des compétences. Le savoir, décentré voire nié en tant que tel, entraîne fatalement dans sa chute celui qui le porte – le professeur – et le principe de sa transmission – l’autorité. Le disque est rayé (depuis longtemps).

Le tableau dressé a de quoi faire frémir tous ceux pour qui les principes attaqués ont encore un sens. Il n’y a pourtant pas lieu de s’alarmer particulièrement : si catastrophe il y a, elle est derrière nous. Le nouveau collège est une vieille dame sur le retour. Rappelons que le collège unique a quarante ans, que l’obligation scolaire poussée à seize ans date de 1959, ou encore que depuis longtemps déjà le contenu disciplinaire est passé à l’arrière-plan, entraînant le niveau culturel des élèves toujours plus bas.

En outre, derrière toutes les « nouveautés » proposées se cache le cadavre d’une réforme tombée aux oubliettes. La résurrection des inénarrables IDD s’apparente à une opération de nécromancie dont on voit mal pourquoi elle réussirait aujourd’hui. La seule vraie nouveauté consiste en l’augmentation des doses : parallèlement à la suppression de ce qui fonctionne (les classes euros), on renforce ce qui n’a pas fonctionné. La logique est imparable.

Le baroud d’honneur du pédagogisme ?

C’est paradoxalement sur une note d’optimisme que nous souhaitons conclure. En effet, ce n’est pas un « nouveau collège » que nous semble révéler la réforme, mais bien la sénilité du pédagogisme. Confronté à ses contradictions et ses inconséquences, celui-ci s’enferme dans une fuite en avant autiste et radote de vieilles lunes de plus en plus déconnectées de la réalité.

Ainsi, dans le pire des cas, le « nouveau collège » ne changera absolument rien. On voit mal comment des logiques aussi artificielles que l’interdisciplinarité pourraient se concrétiser, tant leur mise en œuvre paraît difficile à tout point de vue.

Dans le meilleur des cas, enfin, si le ministère cherche à appliquer de façon tatillonne les points les plus problématiques et s’il ne lâche pas de lest pour les filières d’excellence, le nouveau collège pourrait bien être un tel fiasco que son rejet poserait les bases d’une critique radicale et d’un retour aux fondamentaux.

Ce « nouveau collège » qui n’en est pas un pourrait donc avoir le mérite immense de porter en lui-même le principe de sa destruction, révélant les apories d’un projet pédagogue qui ne sait réagir à son impuissance que par une surenchère perpétuelle.

Les enseignants du collège soucieux de la réussite scolaire de leurs élèves pressentent déjà que la réforme du collège proposée par Mme Vallaud-Belkacem va droit dans le mur. L’opposition à cette réforme s’est cristallisée sur la suppression du latin en tant qu’option facultative, qui représente déjà en soi un scandale. Mais nous voudrions montrer que les critiques faites jusqu’ici ne pointent que la partie émergée de l’iceberg : la réforme du collège votée par le CSE vendredi dernier constitue véritablement une catastrophe pédagogique qui hypothèque l’avenir de nos enfants.

1. Moins d’heures d’enseignements disciplinaires, donc moins d’heures pour les fondamentaux

Dans un communiqué de presse du 10 avril 2015, après que le Conseil supérieur de l’éducation (CSE) vient d’adopter le décret et l’arrêté sur la réforme du collège, Mme Vallaud-Belkacem affirme :

« La ministre a par ailleurs souligné que les discussions menées ces dernières semaines avaient permis d’apporter de vraies réponses, en assurant la stabilité des horaires disciplinaires et de trouver des réponses à certaines inquiétudes qui s’étaient exprimées sur les langues anciennes ou sur les langues vivantes. » Pour ne pas effrayer parents et professeurs, le ministère tente de minimiser les effets de la réforme sur les horaires de cours : ainsi, on assure que le nombre d’heures d’enseignements disciplinaires, c’est-à-dire les horaires consacrés à une matière en particulier, sans interdisciplinarité ni accompagnement, est maintenu en l’état. Un simple examen de la grille horaire proposée pour les classes de 6e, 5e, 4e et 3e (consultable ici) permet de remettre en cause cette affirmation. La manœuvre du gouvernement consiste à faire croire que le volume horaire en français, mathématiques et histoire-géographie ne va pas changer, en ne précisant pas où seront réparties les heures d’accompagnement personnalisé et d’EPI (enseignements pratiques interdisciplinaires). Les diagrammes du bas du tableau indiquent 3h ou 4h d’enseignement personnalisé et d’EPI par semaine, mais ils ne précisent pas où ces heures sont réparties puisque la partie rouge des diagrammes, de 23h ou 22h, ne correspond pas à la somme des horaires du tableau.

Si on fait un petit calcul en comparant le volume horaire des enseignements disciplinaires, donc des enseignements fondamentaux (excluant l’accompagnement personnalisé et les enseignements interdisciplinaires) actuels et ceux prévus en 2016, on découvre le pot aux roses.

Volumes horaires par semaine (enseignements disciplinaires + autres) :

(AP : accompagnement personnalisé, IDD : itinéraires de découverte, ancêtre des EPI, EPI : enseignements pratiques interdisciplinaires).

En perte sèche horaire des enseignements disciplinaires, nous avons donc :

- 2 heures perdues en 6e
- 1 heure perdue en 5e
- 4 heures perdues en 4e
- 6 heures et demie perdues en 3e

Et ceci chaque semaine. Il y a 36 semaines dans une année scolaire, ce qui nous donne :

- 72 heures perdues dans l’année de 6e
- 36 heures perdues dans l’année de 5e
- 144 heures perdues dans l’année de 4e
- et un record absolu de 234 heures perdues dans l’année de 3e!

Sans compter le flou sur la définition des matières, qui laisse place à un empiètement généralisé sur les enseignements fondamentaux. L’exemple le plus flagrant est celui des heures de mathématiques, sur lesquelles on ajoute de manière totalement aberrante un apprentissage de la programmation informatique : « [L’élève] utilisera régulièrement l’informatique. Il connaîtra les principes de base du codage. Il connaîtra les langages simples de programmation informatique. ».

Benjamin Briand – suite page 3

Réforme du collège : la catastrophe qui vient (suite)

2. La tartuferie des EPI : l'aggravation des IDD et le mirage de l'interdisciplinarité

Les partisans de la réforme nous répondront certainement : les heures d'enseignements disciplinaires ne sont pas perdues, elles sont transformées. Ce qui déjà sur le papier est faux, puisque même en additionnant les EPI et AP aux enseignements disciplinaires, on n'atteint pas le montant de la somme des enseignements disciplinaires actuels additionnés aux IDD pour la 6e, la 4e et la 3e. Mais l'argument avancé est autrement plus fallacieux.

Le raisonnement du gouvernement consiste à dire que les EPI sont des heures de travail équivalentes aux heures de cours classiques. Ils remplacent les Itinéraires de découverte (IDD) instaurés en 2001 par Jack Lang et augmentent même en volume horaire par rapport à ceux-ci. Les IDD sont définis comme un temps d'enseignement obligatoire mettant en place une démarche interdisciplinaire à partir d'un thème qui recoupe deux matières. Les IDD sont assurés par des professeurs des deux matières concernées (ce qui a eu comme conséquence immédiate de compliquer la composition des emplois du temps). Les EPI prolongent les IDD en accentuant encore davantage le caractère interdisciplinaire de ces temps d'études. Ils héritent de toute une philosophie pédagogique développée aux Etats-Unis au milieu du XXe siècle sous l'influence de John Dewey, chef de file de l'Education Nouvelle : la structure du cours magistral étant considérée comme trop autoritaire et trop inhibitrice pour la créativité naturelle de l'élève, les activités interdisciplinaires devaient permettre de donner à l'élève tous les moyens de son émancipation par rapport à un cadre scolaire trop coercitif. Résultat : aux Etats-Unis, les activités scolaires non disciplinaires ont dépassé en nombre d'heures les enseignements magistraux, et les tests de niveaux ont indiqué une fragilité de plus en plus grande des élèves sur les savoirs fondamentaux. Le mouvement « back to basics » des années 80 fut une volonté résolue d'inverser la tendance en revenant à des enseignements classiques.

Par l'augmentation du volume horaire des enseignements non disciplinaires, le gouvernement va donc accentuer les difficultés des élèves ayant déjà de graves lacunes en français, en mathématiques et en histoire-géographie.

3. La suppression en douce du latin et des classes européennes

La réforme de Mme Vallaud-Belkacem implique donc une réduction du volume horaire des enseignements disciplinaires au profit d'une interdisciplinarité toujours plus idéalisée, mais toujours plus abstraite dans son fonctionnement. Pourtant, comme nous le disions en introduction, c'est une autre mesure qui a fait exploser la polémique : la suppression du latin comme option facultative. Il semble que le gouvernement soit revenu sur sa position initiale, peut-être aussi pour dissimuler les dégâts qu'il faisait à côté et que personne ne dénonçait. Mais à bien y regarder, la survie du latin au collège peut tout de même s'apparenter à une suppression en douce.

Dans la première version du projet, le latin était supprimé purement et simplement, pour être intégré à l'EPI « Langues et cultures de l'Antiquité ». Mme Vallaud-Belkacem a accepté de rétablir le latin comme option, mais en en diminuant les horaires : 1h en 5e au lieu de 2h actuellement, et 2h en 4e et 3e au lieu de 3h actuellement. En outre, il n'est pas prévu que le latin ait un financement spécifique, autrement dit les collèges devront prendre des heures sur leur marge d'autonomie s'ils souhaitent le maintenir. Dans les faits, l'enseignement du latin sera bien souvent trop compliqué à maintenir, et beaucoup d'établissements tireront un trait sur cette option.

Autre disparition dissimulée : celle des classes européennes. Les promoteurs de la réforme ont trouvé dans l'introduction d'une LV2 dès la 5e leur argument principal, à coups d'« ouverture au monde » et d'« enrichissement personnel ». Mais, outre le caractère très discuté de l'apport d'une LV2 dès la 5e, cette mesure cache en réalité une diminution des heures d'enseignement de langues étrangères pour les élèves qui souhaitaient se spécialiser dans leur apprentissage. En effet, les sections bilangues et les sections européennes, considérées comme trop élitistes, seront supprimées. Le principe méritocratique de récompense de l'effort, quel que soit l'origine sociale de l'élève, passe donc encore une fois à la trappe.

4. Quid de la sécurité au collège ?

Nous finirons cette analyse succincte des conséquences de la réforme du collège par un point secondaire, mais non négligeable, du texte proposé. Le ministère se propose « d'améliorer le climat scolaire » pour diminuer les actes violents à l'école et permettre aux élèves d'étudier sereinement.

Déjà en 2010, le gouvernement Fillon avait mis en place des « Etats généraux de la violence scolaire » qui avaient accouché d'une simple circulaire sur les sanctions sans aucune efficacité. Le gouvernement Valls va encore plus loin dans le déni du réel en pensant qu'un guide national « Agir sur le climat scolaire au collège » et un site Web national collaboratif www.reseau-canope.fr/climatscolaire pourront suffire à endiguer le phénomène aujourd'hui prégnant de la violence à l'école. Après stop-djihadisme.gouv.fr, l'outil le plus ridicule que l'on ait pu imaginer pour lutter contre la radicalisation religieuse, on invente une sorte de stop-violence.gouv.fr, dans l'idée que les déclarations incantatoires pourront faire diminuer la pression. La sécurité des professeurs, elle, est tout bonnement absente de la réforme, puisqu'il semble être acquis aux équipes gouvernementales que ce sont les formes « réactionnaires » d'enseignement qui sont à l'origine des frustrations des élèves et de leurs comportements.



Benjamin Briand
Agrégé de philosophie

Réforme du collège : fausse opposition UMP, vraie collusion UMPS

Les gesticulations de l'UMP face à la réforme du collège n'abuseront que ceux croyant encore qu'elle s'opposerait *sur le fond* au gouvernement PS. Que tel responsable UMP réclame l'abrogation du décret, quand tel autre préconise la contestation de l'arrêté devant le Conseil d'Etat, et que tous, d'une seule voix, feignent de s'insurger, relève de l'imposture la plus aboutie.

Car cette réforme, l'UMP l'aurait conduite à l'identique, dans le prolongement de ses propres politiques éducatives : elle qui, sous François Fillon, impulsa la « pédagogie du socle » impliquant la révision à la baisse des contenus enseignés, elle qui, sous Luc Chatel, accrut l'autonomie des établissements, au mépris de l'égalité des élèves devant les enseignements... Toutes choses que perpétue et amplifie, au niveau du collège, l'actuelle réforme.

Coresponsable avec le PS du déclin continu de notre système scolaire, l'UMP tente par cette opposition de façade de tirer profit du mécontentement légitime suscité par la réforme. Pourtant, en matière éducative comme en toute autre, leur collusion est, *dans les faits*, totale, leurs politiques trouvant dans les mêmes orientations supranationales (OCDE, Lisbonne) leur inspiration commune.

Alain Avello
Secrétaire général



Grande pétition contre la réforme Valls-Vallaud-Belkacem

Quand les enseignants, en grève, se préparaient à manifester massivement contre la catastrophique réforme du collège portée par Najat Vallaud-Belkacem, le Premier ministre, lui, préparait déjà son coup de force pour faire passer cette réforme dénoncée par une écrasante majorité de Français. C'est ainsi qu'il publia en catimini, dans la nuit du 20 au 21 mai, le décret d'application de la réforme du collège, marquant par là son profond mépris du peuple français.

Face à des méthodes aussi peu démocratiques, le Front National et le Collectif Racine des enseignants patriotes, sont résolus à ne pas cesser le combat, dans l'intérêt supérieur de notre école et de nos enfants.

La réforme de Najat Vallaud-Belkacem constitue en effet un coup très rude porté au premier cycle de l'enseignement secondaire, dont la gravité n'a d'égale que celle du « collège unique », instauré il y a désormais quarante ans. Elle en perpétue l'esprit scélérat en éradiquant les derniers vestiges de l'élitisme républicain, où réside pourtant l'égalité bien comprise : mise à mort des langues anciennes, des sections bilangues, affectant particulièrement l'allemand, amputation sans précédent des horaires alloués aux enseignements fondamentaux, etc. Le tout au profit d'une « interdisciplinarité » cédant aux lubies du temps, pour mieux renoncer à instruire.

Cette réforme abdique toute ambition pour les enfants de France : elle se signale par son renoncement à perpétuer l'excellence française. Elle prépare un collège de la « médiocrité pour tous », s'employant à priver les collégiens de tout référent leur permettant de se reconnaître dans l'héritage culturel qu'ils doivent pourtant partager et de se projeter vers un destin commun : en l'espèce, les programmes d'histoire révèlent que le collège version Vallaud-Belkacem a bel et bien renoncé à remplir sa fonction assimilatrice.

Cette réforme aura aussi permis de démasquer l'hypocrisie de l'UMP qui feint de s'y opposer alors que toute son action éducative est allée dans le même sens : moins d'heures de cours, destruction des méthodes classiques d'enseignement, affaiblissement de l'enseignement de l'Histoire, refus de l'autorité du maître, particulièrement sous le mandat dévastateur de Nicolas Sarkozy.

L'école que nous projetent des dirigeants UMPS qui n'entendent plus rien aux principes de la République, avec la complicité, toujours et encore, des plus illuminés des « pédagogues », est l'antithèse aboutie de celle dont les jeunes Français ont besoin pour trouver, selon leurs talents et leurs mérites, leur juste place dans la société. Avec le Collectif Racine des enseignants patriotes, qui œuvre à l'élaboration d'un grand projet de redressement de l'École, le Front National s'engage résolument dans le combat contre la réforme du collège.

Signez la pétition sur le site du Front National : www.frontnational.com

Sur la réforme du collège

Plus un mensonge est gros, plus il passe.... Cet adage illustre à merveille la manière dont ont été présentés par le CSP (Conseil Supérieur des Programmes) les projets de nouveaux programmes d'histoire au collège.

En effet, le préambule des nouveaux programmes dévoilés le 13 avril dernier précise que ce projet ne fait pas « disparaître le cadre national, ni la perspective chronologique propre à l'histoire » et que « dans un ordre chronologique, le programme permet de mieux lire et comprendre le monde d'aujourd'hui en insistant sur des moments forts, des traits marquants des sociétés du passé et des problématiques indispensables à la formation du citoyen. » Il s'agit là d'un mensonge grossier, d'un véritable déni de la réalité.

Mais ce n'est pas tout. Le CSP a décrété qu'environ les 2/3 de l'Histoire de France seront désormais traités selon « le libre choix des professeurs » en créant une distinction arbitraire entre des thèmes obligatoires et des thèmes facultatifs. Par exemple, en classe de 5ème, l'étude de l'Islam devient obligatoire mais l'Occident chrétien au Moyen âge, l'empire Carolingien ou l'empire Byzantin deviennent facultatifs de même que l'Humanisme, la Réforme protestante et les Guerres de religion...

En classe de 4ème la traite négrière est obligatoire mais l'étude de la société du XVIIIème siècle, les Lumières et la Révolution américaine deviennent facultatifs. L'histoire politique du XIXème s'interrompt quant à elle à la fin du 1er Empire en 1815 pour reprendre sous la IIIème République ; exit la Restauration, la Monarchie de Juillet et le Second Empire...

Julien Langard – suite page 5

Sur la réforme du collège (suite)

Enfin, en classe de 3ème, la Seconde Guerre mondiale n'est principalement étudiée que sous le prisme du génocide des Juifs et des Tsiganes, des déportations et de l'univers concentrationnaire. Pearl Harbor, Stalingrad et le débarquement de Normandie vont donc rejoindre le catalogue des grandes batailles dont vos enfants n'entendront jamais parler aux côtés de Marathon, Salamine, Actium, les champs Catalauniques, Poitiers, Bouvines, Azincourt, Marignan, Lépante, Fontenoy, Valmy, Trafalgar, Camerone, la Marne etc.

Ces nouveaux programmes finissent donc de dynamiser les vestiges d'une histoire nationale déjà en partie ruinée par trente années de pédagogisme démagogique. D'un collège à l'autre, les élèves apprendront une Histoire de France différente selon les choix programmatiques du professeur et le socle commun sera largement dominé par une histoire « venue d'ailleurs », marquée par le culte perpétuel de l'excuse et de la repentance.

Alors que l'Histoire fut au XIXème siècle la pierre angulaire de l'élaboration de notre « roman national », elle est aujourd'hui utilisée comme une véritable arme de sabotage pour spolier les jeunes générations de leur identité et de leur droit le plus légitime au « sentiment d'appartenir à une Nation »



Julien Langard
professeur d'histoire-géographie
Collectif Racine du Vaucluse

Réforme du collège et citoyenneté

Après les attentats du 11 janvier, dont les deux auteurs, les frères Kouachi, avaient effectué toute leur scolarité dans notre pays, les attentes des enseignants de banlieue, aux premières loges du naufrage de l'Ecole républicaine, étaient légitimement élevées quant à la réforme de l'Ecole, priorité affichée du quinquennat de François Hollande. La déception suscitée par le projet de réforme de l'Ecole (primaire et collège) est donc à la hauteur des attentes. La réforme portée par Najat Vallaud-Belkacem, et inspirée par les mêmes pédagogistes ringards qui depuis 30 ans, sous les gouvernements UMPs successifs n'ont eu de cesse de déconstruire « scientifiquement » l'acte d'instruire, est à cet égard un total contre-sens.

Enseignants en Seine-Saint-Denis, confrontés quotidiennement à un échec scolaire massif et pérenne et à une crise de la citoyenneté qui ne l'est pas moins, nous dénonçons une réforme qui ne va qu'accroître encore ces deux maux car elle est l'exacte opposée de ce qu'il aurait fallu faire. Osons-le dire, ce sont les enfants des quartiers populaires que nous côtoyons, et en particulier les jeunes issus de l'immigration, qui seront les premières victimes de cette réforme.

C'est une évidence le sentiment d'appartenance à une nation, et encore plus la nation française, repose sur deux leviers : la maîtrise de la langue, et l'appropriation et le partage d'une culture commune (qui peut n'être pas exclusive d'une autre culture), elle-même porteuse de valeurs qui fondent la citoyenneté. Or, ces deux exigences déjà très fortement fragilisées sont directement menacées par la réforme présentée.

Commençons par la réduction continue des horaires de Français depuis une trentaine d'années, qui seront cette fois amputés pour donner naissance aux Enseignements Pratiques Interdisciplinaires. Il est évident qu'on n'enseigne pas plus et mieux avec moins d'heures. Par ailleurs, dans les programmes présentés pour le collège, l'apprentissage ordonné et progressif de la grammaire et de l'orthographe est prohibé. La leçon d'orthographe ou de grammaire doit être exceptionnelle car elle ne fait pas « sens » pour les élèves. (Vieille marotte des pédagogistes qui revient régulièrement dans les programmes depuis 20 ans, avec les résultats que l'on peut aisément constater). De même, les exercices répétitifs et l'apprentissage des leçons par cœur, (grâce auxquels les Hussards noirs du dernier siècle amenèrent des petits Bretons ou Marseillais à une maîtrise de la langue dont on n'oserait plus rêver aujourd'hui) sont à éviter. Toujours cette vieille idée que les règles sont une souffrance insupportable et que c'est à l'« enfant-roi » d'inventer les siennes. Cela a pour conséquence la disparition de l'apprentissage de la langue comme processus de transmission. Pour les enfants des quartiers populaires, le préjudice est énorme et c'est le risque de les voir livrés sans défense à tous les processus verbaux de manipulation à l'œuvre aujourd'hui. Le Collectif Racine préconise un renforcement substantiel des horaires de Français au collège car la maîtrise de notre langue par tout jeune qui sort de notre école est un impératif catégorique.

La France a tant à offrir.... Or, force est de constater que, de cette culture millénaire, qui nourrit la fierté d'être Français et qui seule permet le « vivre-ensemble », il est fait table rase.

Cela commence avec l'enseignement de la langue et de la culture latines (et grecques) qui permet de jeter des ponts avec les peuples tout autour de la Méditerranée. Il est largement pratiqué dans les établissements ZEP et représente le meilleur de ce que l'école républicaine peut offrir aux élèves les plus défavorisés.

Quant aux grands noms et mouvements de la littérature française, ils disparaissent des programmes de Français, remplacés par des problématiques dans l'air du temps telles « Se chercher, se construire » ou « Agir sur le monde ». Il ne manque plus qu'« Oreste et le développement durable » ou « Andromaque et les discriminations sexuelles ». On pourra désormais sortir du collège sans avoir jamais croisé Jean Valjean ou Chimène. L'Ecole avait-elle pourtant plus beau, plus grand ou plus efficace à offrir en termes de construction de la personnalité ? Les improvisations de Jamel Debbouze, peut-être.

Enfin, les programmes d'histoire ont suscité une large réprobation car on touche au cœur de la problématique de la construction de la citoyenneté et de l'intégration. L'enseignement du Moyen-Âge et du christianisme facultatif et vu sous l'angle de l'histoire des mentalités, l'enseignement de l'islam obligatoire, la disparition du roman national et des « grandes heures » au profit d'une « histoire ouverte », le recensement insupportable de tous les crimes dont notre pays se serait rendu coupable ... Et après cela, on prétend faire partager les valeurs de notre nation qui découlent de cette histoire si belle et souvent glorieuse qu'on aurait pu utiliser pour susciter le sentiment d'appartenance : rappelons-nous Romain Gary rêvant enfant sur les grands hommes de notre pays.

Enseignants de banlieue, nous appelons aujourd'hui à une refondation de l'Ecole qui s'appuie sur la République, et non sur le savoir d'experts et de technocrates auto-proclamés : la République et la Nation, car les deux vont de pair comme nous le rappellent Charles Péguy mais aussi Marc Bloch. C'est seulement à cette condition que pourront se résoudre la crise scolaire et la crise de citoyenneté qui gangrènent nos banlieues.

Les enseignants patriotes
du Collectif Racine
de Seine-Saint-Denis

La petite Najat fait du latin

« **A**ujourd'hui, à l'école, on s'est tous moqués de Najat parce qu'elle a demandé à son père de faire du latin. En fait, Najat on l'aime pas beaucoup parce que c'est la première de la classe et qu'elle crâne beaucoup à cause de ça. Surtout, elle veut jamais jouer pour pas abîmer ses chaussures qu'elle essuie tout le temps pour qu'elles brillent. Najat dit que le latin c'est seulement pour les élites. Mais on sait pas qui sont ces élites. Ça doit être son père, le boucher arabe à côté de la pharmacie, qui lui a mis ça dans la tête. Il doit vouloir que sa fille soit une élite aussi. Ce soir, je vais demander à mes parents s'il faut que je sois un élite ou si je peux faire pompier comme j'en avais parlé depuis que je suis petit.

Avec les copains on s'est réunis dans la cour, derrière le marronnier, pour jouer à être aussi des élites en faisant du latin. Auguste nous a dit que son prénom était latin et que c'était un super grand roi des romains. C'est à cause de ça qu'il s'est mis en colère quand Kevin l'a traité d'étranger en disant que, lui, il est gaulois. Quoique avec son prénom ça m'étonnerait. Azzedine a répondu que son grand frère avait fait latin pendant deux ans mais que ça ne l'avait pas rendu plus intelligent car il était maintenant au Pôle Emploi. Et puis, Robert a dit que son père à lui n'avait jamais fait de latin et que cela ne l'empêchait pas d'avoir réussi dans les travaux publics. C'est vrai qu'il a une méchante voiture marron avec une caméra pour réussir ses créneaux. Notre nouveau copain Hui (on l'appelle Lui parce qu'il vient de Chine) a dit à Robert qu'il ferait mieux d'apprendre le chinois s'il veut aussi une belle voiture plus tard.

Et comme tout le monde commençait à crier et essayait d'attraper son voisin pour lui mettre des baffes, Monsieur Reinert s'est approché et a relevé Lionel qui venait de prendre un coup de pied dans le mollet. Il a dit : "Allons, allons du calme, du calme. Qu'est-ce qui se passe ici ?". Auguste a commencé à lui expliquer que nous allions devenir des élites mais qu'on ne savait pas s'il fallait faire du chinois ou du latin. Et Azzedine, vu qu'il parle déjà l'arabe courant, a braillé qu'il ne voyait pas l'intérêt d'apprendre encore une autre langue. J'ai vu que Monsieur Reinert faisait une drôle de tête comme s'il regrettrait d'être venu nous voir. "Et vous, Monsieur" a demandé Ludovic "est-ce que vous avez fait latin ?". Tout d'un coup tout le monde s'est tu et a fixé le surveillant. Même Najat, la bêcheuse, qui discutait avec ses copines s'est approché de l'arbre pour entendre.

"Et bien, les enfants, lorsque j'avais votre âge, j'ai appris le latin et même le grec." Tout le monde a poussé un grand soupir. Auguste a regardé Kevin comme s'il avait gagné. Monsieur Reinert a continué en souriant : "Je me souviens encore de mon professeur qui parlait latin pendant la classe au lieu de nous parler en français." A ce moment, Najat comme d'habitude a posé une question juste pour se faire remarquer : "Est-ce qu'on gagne plus d'argent quand on parle latin ?" Notre surveillant l'a regardé comme s'il allait la mettre au piquet mais il a dit seulement que ce n'était pas fait pour ça et que c'était indispensable pour notre culture générale. On a bien vu que Najat n'était pas contente de la réponse. Ça s'est vraiment gâté quand elle a dit que puisque c'était comme ça il fallait supprimer l'histoire, la géographie, le français, le dessin et même la gym, ça irait plus vite pour quitter l'école et gagner de l'argent.

Monsieur Reinert est devenu tout rouge et s'est frappé très fort le front avec la main. Robert a crié qu'il ne voulait pas que l'on arrête la gym car il est très fort au saut en longueur. Moi, je me suis mis avec Kevin qui aimait l'histoire à cause des rois de France et on a mis par terre Lionel qui est toujours puni parce qu'il mélange les dates. Et puis Lionel s'est mis à pleurer en croyant qu'il allait déjà devoir travailler dans un bureau à la fin de l'année.

Finalement, on a tous été collés le soir par la maîtresse à qui Mr Reinert avait cafté. Comme punition on a du rechercher dans le dictionnaire tous les mots qui viennent du latin dans la langue française. Quand je suis rentré à la maison, j'ai prévenu mes parents que commençais à faire partie de l'élite. »

En hommage à Sempé.

Bernard Imianitoff
Collectif Racine de Paris

Marion Maréchal-Le Pen alerte Mme la ministre de l'Education nationale

Le gouvernement, ayant acté hâtivement la réforme du collège via un décret d'application et un arrêté publiés au Journal Officiel, fait fi d'une contestation de grande ampleur. En effet, l'autonomie des établissements du collège, la restructuration de l'enseignement des langues et l'interdisciplinarité constituent une remise en cause fondamentale des valeurs de l'école républicaine de même qu'un grand danger pour notre culture nationale.

Ainsi, en permettant aux établissements de fixer 20% de leur emploi du temps, la réforme du collège provoque une rupture d'égalité d'enseignement entre les élèves et risque de sonner le glas de matières moins sollicitées par les collégiens à l'instar du latin, néanmoins reconnu pour sa richesse culturelle et son apport linguistique dans la maîtrise du français.

La refonte de l'enseignement des langues, par l'instauration d'une LV2 dès la classe de cinquième, entraîne la suppression des classes bilangues et des options latin et grec. La survie des langues anciennes, à l'intérieur des EPI, place leur apprentissage sous l'égide d'enseignants n'ayant pas nécessairement reçu de formation aux Lettres classiques et les noient dans un enseignement sans continuité en concurrence avec sept autres modules. Une telle fragilisation de savoirs, garants de la maîtrise de notre langue nationale et symboles de l'excellence, s'apparente à un inquiétant nivellement par le bas alors que deux élèves sur huit ne maîtrisent pas le français à leur sortie du collège.

L'interdisciplinarité, renforcée par les EPI, consacre l'esprit de la loi Jospin de 1989 selon laquelle « l'élève construit lui-même ses propres savoirs ». Or, la pédagogie constructiviste est une négation du rôle de l'enseignant. En outre, les EPI enferment l'élève dans son référent culturel, nourrissant ainsi le communautarisme renforcé par un module intitulé « Langues et cultures régionales et étrangères ». Cinq heures par semaine seront consacrées à leur mise en pratique alors que 20% des élèves en classe de troisième n'ont pas acquis le niveau CM2 en mathématiques.

C'est pourquoi elle demande s'il est envisagé d'abroger le décret et l'arrêté portant sur l'organisation des enseignements au collège qui doit entrer en vigueur à compter de la rentrée scolaire 2016. Par ailleurs, elle souhaiterait savoir si un renforcement de l'enseignement disciplinaire est prévu afin de parer à la dégradation des savoirs fondamentaux constatée par de récentes études.

Questions de Marion-Maréchal Le Pen à Najat Vallaud-Belkacem à l'Assemblée Nationale le 13 mai 2015



Trois sections départementales ont été lancées depuis le mois de mai

- Samedi 16 mai à Toulouse, lancement du Collectif Racine de Haute-Garonne, en présence de Nathalie Le Guen (coordinatrice CR Sud-ouest), d'Alain Avello (secrétaire général du CR), de Julien Léonardelli (SD FN 31) et de Gilbert Dombes, nommé à cette occasion secrétaire départemental du CR pour la Haute-Garonne.



- Samedi 23 mai à Nevers, lancement du Collectif Racine de la Nièvre, en présence de Marcel Stephan (SD FN 58), d'Alain Avello et de Christophe Gaillard, nommé à cette occasion secrétaire départemental du CR pour la Nièvre.



- Samedi 6 juin à Rodez, lancement du Collectif Racine de l'Aveyron, en présence de Jean-Guillaume Remise (SD FN 12), d'Alain Avello, de Nathalie Le Guen, et d'Anne-Marie Gallet, nommée à cette occasion secrétaire départementale du CR pour l'Aveyron.



Trois autres sections vont voir le jour entre le 13 et le 16 juin

- Samedi 13 juin à Strasbourg, lancement du Collectif Racine du Bas-Rhin, en présence d'Alain Avello et de Julia Abraham, qui sera officialisée à cette occasion secrétaire départementale du CR pour le Bas-Rhin

- Lundi 15 juin à Carpentras, lancement du Collectif Racine du Vaucluse, en présence de Marion Maréchal-Le Pen, de Valérie Laupies, directrice d'école et conseillère régionale PACA, d'Alain Avello, et de Julien Langard, qui sera officialisé à cette occasion secrétaire départemental du CR pour le Vaucluse

Les conférences de la fédé
en présence de
Marion MARECHAL-LE PEN
députée de Vaucluse

lundi 15 juin à 18h30

FR 84, 112 boulevard Giloux et
Raymond, 84 000 Carpentras
Rassemblements : 06 45 94 81 81



Alain AVELLO
professeur certifié de Philosophie
secrétaire général du Collectif Racine

"Sauver l'Ecole !"

Les enseignants patriotes vous invitent à la conférence de lancement de la section vauclusienne du Collectif Racine



Julien LANGARD
professeur certifié d'Histoire-Géographie
conseiller municipal de Carpentras



- Mardi 16 juin à Lyon, lancement du Collectif Racine du Rhône, en présence de Valérie Laupies, d'Alain Avello, de Christophe Boudot (SD FN 69) et de Norbert Hekimian, qui sera officialisé à cette occasion secrétaire départemental du CR pour le Rhône.



Nous contacter

78, rue des Suisses 92000 Nanterre
Courriel : presse@collectifracine.fr



BULLETIN D'ADHESION



Coupon à retourner à :

Collectif Racine
78 Rue des Suisses
92000 NANTERRE

secretariat@collectifracine.fr

NOM _____

PRENOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

TEL : _____ PORTABLE _____

MAIL _____ DATE DE NAISSANCE ____/____/____

> JE SUIS ENSEIGNANT

MATIERE(S) ENSEIGNE(E)S _____ DE NIVEAU(X) _____

TYPE D'ETABLISSEMENT _____

> AUTRE (PRECISER) _____

- Adhésion Simple : 25 €
- Je suis adhérent à jour de cotisation du FN, du SIEL, du PEC et/ou du RBM : 20 €
- Je souhaite faire un don de (montant libre) : _____ €

Chèque à l'ordre de " Collectif Racine "

Signature : _____